

Bulletin d'histoire politique

L'écho du politique dans les débats historiographiques. Le BHP et le « révisionnisme » (1992-2006)

Sébastien Parent



Volume 15, Number 3, Spring 2007

Les quinze ans du Bulletin d'histoire politique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054552ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054552ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Parent, S. (2007). L'écho du politique dans les débats historiographiques. Le BHP et le « révisionnisme » (1992-2006). *Bulletin d'histoire politique*, 15(3), 37–51. <https://doi.org/10.7202/1054552ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'écho du politique dans les débats historiographiques. Le *BHP* et le « révisionnisme » (1992-2006) ¹

SÉBASTIEN PARENT

Chercheur associé à la

Chaire Hector-Fabre d'histoire, UQAM

Candidat au doctorat en histoire, UQAM

Or y a-t-il peau plus sensible que la peau d'un historien ? Dans la corporation, meurtrissure vaut flétrissure, et gare à la loi du talion !¹

– Pierre Trépanier

La naissance d'une revue est intimement liée à son contexte social et historiographique. À cet égard, les éditions anniversaires d'un périodique constituent des moments privilégiés de réflexion sur son passé². Rares sont les comités de rédaction qui s'en passent. Dans le cas du *Bulletin d'histoire politique* (*BHP*), l'occasion est d'autant plus intéressante qu'il s'agit d'une publication s'inscrivant à contre-courant – et qui donc survit dans des conditions précaires – de ce qui se fait en histoire universitaire depuis la fin des années 1970, ici au Québec comme à l'échelle de l'Occident. Dans l'optique de rénover une approche historique abandonnée par les historiens universitaires, le *BHP* est devenu une tribune pour que s'expriment des réserves à l'endroit d'un courant historiographique dominant qui s'incarne principalement dans l'histoire sociale. Se rappeler à rebours les grandes lignes de ce parcours n'est jamais inintéressant, car l'exercice rend compte à sa façon de la dynamique interne d'une pratique scientifique, une dynamique souvent délaissée ou secondarisée dans les ouvrages d'histoire.

1. La rédaction de cet article a été rendue possible grâce au soutien financier de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec, UQAM. Je voudrais aussi remercier Robert Comeau, Jean-Philippe Warren, Claire Besner et Anik Savard pour la pertinence de leurs commentaires.

En tirant prétexte de cette édition anniversaire, je m'intéresse d'abord rapidement au contexte historiographique d'où émerge une publication souhaitant redorer le blason de l'histoire politique. Puis je me penche plus particulièrement sur l'importance des débats en retenant un cas d'espèce, notamment parce qu'il a suscité bien des réactions à la fois dans le *BHP* et dans plusieurs autres publications³, mais aussi et surtout parce que le débat sur un possible « révisionnisme » en histoire du Québec a été une excellente occasion de questionner le courant historique « rival », l'histoire sociale que l'on a désignée sous le nom de la « nouvelle histoire », afin d'offrir aux chercheurs la possibilité de se réapproprier le champ politique tout en continuant à faire de l'histoire. Les contraintes éditoriales m'obligent à m'en tenir à ce débat historiographique bien conscient que le *Bulletin* ne s'y est pas limité.

Ce court article repose donc sur une relecture de certains textes publiés dans le *Bulletin* au cours des 15 dernières années dans lesquels les auteurs se sont explicitement fixés comme objectif de réfléchir à la manière de faire de l'histoire au Québec en considérant possible le retour du genre politique en histoire. La section « Débat » et la page éditoriale sont leur tribune et notre porte d'entrée dans cette trame particulière de l'histoire du *BHP*.

UN CONTEXTE DE MARGINALISATION DE L'HISTOIRE POLITIQUE

Le *BHP* voit le jour alors que l'approche sociale étend son hégémonie à l'ensemble de la production historiographique québécoise savante. On le sait, l'histoire qui s'écrit depuis les années 1970 à partir des chaumières universitaires, contrairement à celle qui est diffusée ailleurs, dans les médias par exemple, privilégie l'approche sociale. Pour s'en convaincre, on remarque que la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (*RHAF*), bastion de la production historienne universitaire⁴, se veut le lieu d'expression d'une historiographie avare d'études politiques. Port d'attache institutionnel de ce qu'on appelle une « nouvelle histoire » du Québec, la *RHAF*, tout comme sa grande sœur la *Revue des Annales* (qui a porté plusieurs sous-titres depuis Bloch et Febvre), a beau se défendre de faire école, toutes les études statistiques produites depuis confirment que les éditeurs du principal médium des historiens universitaires intéressés par « l'Amérique française » ne laissent empiriquement que des miettes en guise d'espace aux courants opposés en général, et plus particulièrement à l'histoire politique⁵. S'il ne s'agit pas d'une école de pensée au sens strict du terme, mais plutôt d'un lieu de rassemblement ouvert à tous ceux qui font de l'histoire savante, comme on le soutient souvent, force est alors de constater qu'il y a dans la discipline historienne convergence ininterrompue vers l'histoire sociale depuis plus de trente ans.

Cette orientation disciplinaire qui favorise les études en histoire sociale a été contestée au tournant des années 1990 alors que l'insatisfaction de certains historiens est devenue favorable à un changement. L'historiographie québécoise, a-t-on écrit plus tard dans le *BHP*, est alors entrée dans une ère de « grande turbulence »⁶ qui contrastait avec le relatif calme de la décennie précédente. Le succès semblait même possible et l'optimisme gagnait un groupe d'historiens soucieux que s'opère un revirement historiographique en faveur de l'histoire politique. Cet enthousiasme n'était pas étranger à la situation française marquée par un « renouvellement certain de l'histoire politique dont l'initiateur en France fut René Rémond »⁷ avec la publication de *Pour une histoire politique*. Inspirée par « ce retournement de conjoncture historiographique »⁸ qui se produisait dans l'Hexagone depuis les années 1980, l'équipe du *Bulletin* fondait un projet d'une « nouvelle histoire politique » qui avait bien peu à voir avec la traditionnelle histoire politique qui s'en tenait exclusivement aux personnalités publiques marquantes (les politiciens par exemple) et aux hauts faits politiques ou d'armes. Depuis quinze ans, l'équipe éditoriale privilégie plutôt « une histoire critique, qui ne confond pas nos fragiles certitudes avec des dogmes, qui sait que l'on avance que par la saine confrontation des points de vue, que par la nécessaire remise en question des paresseuses évidences, des passifs consensus qui traversent notre culture »⁹.

Évidemment, l'optimisme de ces premières années n'est pas étranger au « succès » français et il faudrait éviter de conclure que le contexte historiographique québécois des dernières décennies est un calque de la situation française. Comme nous le rappelle le spécialiste de l'historiographie québécoise, Serge Gagnon, nos historiens ont en partie manqué ce revirement épistémologique qui favorisait le « retour du refoulé » :

[...] j'ai souhaité « l'éclosion d'une histoire culturelle vigoureuse » apparentée à ce que Philippe Ariès, [sic] avait désigné comme une troisième générations des *Annales* dans un important collectif intitulé *La nouvelle histoire* (Paris, Retz, 1978). « Pourquoi, ai-je alors demandé, les intellectuels francophones, si puissamment influencés par la pensée française, n'ont-ils pas suivi la même trajectoire ? » Intitulé lui aussi « La nouvelle histoire », le bilan que venait de publier Paul-André Linteau dans la revue *Liberté* (1983) présentait des études assez peu éloignées des réalisations françaises. Alors que l'ouvrage d'outremer mettait en relief la montée de l'anthropologie culturelle, le primat de l'économique et de l'étiologie matérialiste – marxiste et non marxiste – faisait à ce point l'unanimité des jeunes historiens d'ici qu'on ne porta pas attention au virage français¹⁰.

Au moment de la parution des premiers numéros du *Bulletin*, l'absence empirique d'espace éditorial consacré à l'histoire politique au Québec est d'une telle évidence qu'on a peine à s'imaginer qu'elle était si peu commentée à l'époque et encore moins discutée entre historiens « professionnels ». Pourtant, cela s'explique. Certes, convertis à l'histoire sociale, les historiens ne témoignaient plus d'intérêt pour l'approche politique mais, plus important encore, ils participaient à des revues qui, à l'instar de la *RHAF*, ne possédaient généralement pas de section « Débat »¹¹ permettant l'expression d'une volonté de réformer l'histoire politique ou d'en décrier l'absence. Qu'elle relève d'un choix éditorial ou d'un manque d'intérêt de leurs pairs, cette carence de possibilités de faire valoir des approches autres que sociale a encouragé les éditeurs du *BHP* à instaurer une tribune favorisant les échanges entre collègues. Sorte de lieu où se transigent des idées sensibles à un retour du politique en histoire, la section « Débat » a permis de positionner de façon décisive la « nouvelle histoire politique » sur l'axe historiographique québécois. Ce faisant, et pour reprendre une image courante, le *Bulletin* a ainsi jeté un pavé dans la mare historique.

PERTINENCE DU DÉBAT

De cet optimisme de départ s'est développé un périodique voué à la diffusion d'une « nouvelle histoire politique ». La présence en ses pages de débats est cruciale, car ceux-ci canalisent les critiques et les interrogations qui ne sont pas nécessairement retenues ailleurs. Mais surtout, c'est par le débat et le dialogue entre pairs que l'histoire politique nouvelle mouture obtient ses meilleures chances d'être découverte. Le *BHP* est rapidement devenu « un outil d'échange de première importance entre chercheurs, lecteurs et analystes politiques »¹² qui souhaitaient participer au développement d'une critique historiographique constructive. On ne surévaluera jamais trop l'influence des lecteurs dans l'évolution du *Bulletin* :

L'histoire d'une revue vivante est faite en grande partie des querelles de ses lecteurs. Qu'elle écarte les textes polémiques qui lui sont proposés et la revue s'anémie. Débattre ? Oui, mais comment ? Il ne s'agit pas de ce *pruritus disputanti* que distille *Cité libre*, qui est une recherche de la dispute pour la dispute, où la véhémence même des réponses nous renvoie encore plus fortement dans la problématique infernale. C'est vers un débat public et ouvert qu'il faut tendre, un débat qui laisse infuser les questions. Pas de dénigrement abusifs, pas de polémiques *ad hominem*, mais une action critique équilibrée. Les débats que nous encourageons sont des dialogues qui permettent de rendre manifestes les conflits latents qui traversent notre culture¹³...

Les éditeurs du *Bulletin* souhaitent surtout offrir à l'historien le moyen de se réapproprier cette fonction sociale qui lui fait encore cruellement défaut alors que, jadis, le chercheur chevronné ne se dérobaît pas à son devoir de guider ses contemporains afin qu'ils comprennent mieux les problématiques liées à leur actualité.

Dans toutes les grandes questions de l'actualité québécoise, les historiens québécois sont pratiquement absents, de la crise d'Oka à la fermeture du collège militaire de Saint-Jean. On ne les voit pas très souvent intervenir pour signaler la dimension historique de grands problèmes actuels. Qui rappelle à nos concitoyens l'obligation de se souvenir ? Qui prend la défense de notre histoire nationale ? Quels historiens interviennent dans les dossiers internationaux ? Où sont donc les historiens et les historiennes du Québec¹⁴ ?

Cette responsabilisation sociale de l'intellectuel envers ses contemporains constitue un premier pas qui connaît une suite lorsqu'il est question des grands enjeux propres à la manière de faire de l'histoire. Ainsi, favoriser la discussion autour d'enjeux historiographiques et historiques, un objectif constant des éditeurs, s'impose d'autant plus que le « combat pour l'histoire politique » a cours tout au long de la période. Bien des questions historiographiques, proscrites ailleurs, sont ainsi soulevées en ses pages, bien des réserves et des appréciations fondées sont développées et discutées. Il ne faut pas s'étonner du fait que le premier mérite accordé aux écrits du professeur Rudin ait été celui d'encourager la discussion entre les historiens et « d'aborder l'inabordable, de discuter l'indiscuté, de jeter en somme un regard critique sur la production du savoir historique au Québec »¹⁵. L'intérêt de l'équipe du *Bulletin* pour ses écrits provient surtout du fait qu'il questionne les rapports de l'historien avec son environnement immédiat, sa communauté, sa société, sa nation, un sujet peu couru par les historiens québécois depuis les années 1970.

LE DÉBAT SUR LE « RÉVISIONNISME » OU LES FAILLES DE L'ADVERSAIRE

Bien conscient de l'impossibilité de faire en quelques pages un survol, même rapide, de tous les débats historiographiques qui ont été animés par l'équipe du *Bulletin*, je me contenterai d'aborder le plus saillant, du moins celui qui a visé le courant historiographique dominant et qui, indirectement, se rattache à plusieurs autres débats. Ce recoupement brouille probablement plusieurs nuances et emprunte bien des passerelles, mais il se justifie du fait que la plupart des autres sujets débattus dans le *BHP* – qu'on pense à la question de l'enseignement de l'histoire ou encore à la place de la nation en

histoire – rejoignent d'une manière ou d'une autre le débat sur le « révisionnisme » en histoire. Ainsi, l'enseignement de l'histoire est une problématique qui interpelle directement l'influence de la « nouvelle histoire » dans les programmes scolaires. On peut en dire autant des débats portant sur le difficile rapport historique à la mémoire canadienne-française ou mettant en scène l'épineuse question de la nation en histoire. Eux aussi se rattachent ultimement au « révisionnisme » dans plusieurs de leurs dimensions.

Comme les propos du professeur Rudin visent au premier chef l'histoire sociale, en quelque sorte la grande rivale de l'histoire politique, l'équipe du *Bulletin* leur accorde une attention toute particulière, organisant à leur endroit tables rondes et publications. C'est dans le deuxième numéro du volume 3 du *Bulletin*¹⁶ qu'est publiée la traduction du texte de Ronald Rudin sur l'historiographie québécoise paru d'abord en 1992 dans la *Canadian Historical Review*. Le débat sur la production historique québécoise désignée « révisionniste » est formellement lancé¹⁷. Deux numéros plus tard (vol. 4, n° 2), l'Association québécoise d'histoire politique (AQHP) publie les réactions des invités à une table ronde¹⁸. En 1998, à la suite de la parution aux presses de l'Université de Toronto de l'ouvrage de Rudin consacré à l'historiographie franco-québécoise au xx^e siècle, et avant même la sortie de la traduction française chez Septentrion, le comité de rédaction du *Bulletin* invite des auteurs à proposer une analyse critique des thèses qui y sont développées. Une nouvelle discussion est entamée, une discussion qui sera couronnée par une deuxième rencontre scientifique organisée par l'AQHP en date du 25 septembre 1998 et dont on retrouve les communications des auteurs invités dans le *BHP*¹⁹.

À l'évidence, les thèses du professeur Rudin sur l'historiographie québécoise ont joui d'une attention particulière de la part de l'équipe du *Bulletin*²⁰. Comme pour d'autres débats, les pages du *Bulletin* ont servi de premières courroies d'échange afin de questionner directement le courant dominant en histoire, l'histoire sociale qualifiée à cette occasion « d'histoire révisionniste ». Rappelons succinctement, pour qui n'a pas suivi le débat, que les discussions portaient sur une proposition d'histoire « post-révisionniste » prévoyant, selon son auteur, innover en considérant « maintenant nécessaire d'explorer les véritables différences sociales, économiques et politiques entre les groupes linguistiques et ethniques parce qu'une telle recherche n'a pas été effectuée au cours des dernières vingt années »²¹. Ce « post-révisionnisme » préconisé par Rudin viendrait ainsi combler ce qui pose problème dans la production « révisionniste », c'est-à-dire qu'elle s'épargne de reconnaître dans le développement historique du Québec francophone un écart qui en fait une expérience singulière en Amérique. L'histoire « révisionniste » ou la « nouvelle histoire »

met plutôt de l'avant des similitudes qui font du passé québécois une expérience continentale tout à fait normale en contexte américain. Les réactions ont été nombreuses.

Aussi bien connue que les thèses elles-mêmes, la réaction de la plupart des professeurs pris à partie par Rudin, dévoile un ensemble de critiques négatives malgré certaines nuances d'intensité. Trois points ressortent avec plus d'acuité. D'abord, l'idée d'ethniser le passé québécois en fonction d'une grille d'analyse isolant l'expérience canadienne-française des autres composantes de la société québécoise ne passe pas. On estime qu'il ne faut pas chercher, comme le fait Rudin, à imposer à une interprétation du passé une autre réalité historique. En effet, comme le souligne Jocelyn Létourneau qui ne rejette pas complètement les idées de Rudin, il serait absurde aujourd'hui de reprendre un cadre interprétatif qui mettrait en scène un Canadien français conquis et bienheureux d'avoir été guidé par la Providence²². Tout aussi anachronique, selon le professeur de l'Université Laval, serait une approche historique privilégiant l'oppression nationale des Canadiens français. Bref, l'histoire pluraliste du Québec est à l'image du Québec moderne et toute proposition d'un retour à une histoire qualifiée d'« ethnique » ne reçoit pas l'aval des historiens consultés.

Un deuxième point de la critique semble faire consensus. Il concerne l'ambiguïté entourant la définition de l'objet d'analyse, dans ce cas-ci la production d'un groupe d'historiens. Ce qui embête les observateurs dans la sociologie de la connaissance appliquée par Rudin à l'histoire savante, c'est qu'elle appartient, rappelle Yves Gingras, à une approche spontanée qui se limite à une lecture des travaux historiques en les rapportant directement et sans nuance au contexte social²³. On reproche ainsi à Rudin de ne pas s'être intéressé au processus de disciplinarisation qui caractérise l'évolution de la pratique historienne au xx^e siècle en tant qu'espace d'interprétation relativement autonome de la sphère publique²⁴. Enfin, un troisième aspect des thèses de Rudin n'obtient pas l'assentiment d'une majorité d'observateurs. Faire de l'histoire un roman vrai, simple miroir de son époque, ne résiste pas davantage à l'analyse. Ce relativisme radical affiché par Rudin désespère ses confrères historiens. Comme le souligne l'historiographe Serge Gagnon, qui admet avoir déjà partagé un temps le relativisme de Rudin, les historiens sont capables de résister aux dérives de l'idéologie²⁵, et ils sont bien conscients de leur propre subjectivité. Cela ne les empêche pas, conclut-il, de tenter de parvenir à « une objectivation optimale »²⁶.

On se tromperait toutefois en concluant que tous les historiens québécois qualifiés par Rudin de « révisionnistes » se sont rangés du côté de ceux qui ont choisi de « démolir » ses thèses en relevant toutes ses erreurs et en

passant sous silence ses qualités. Malgré de nombreuses faiblesses, souvent d'ordre méthodologique et conceptuel, certains historiens et quelques sociologues considèrent que les idées avancées par Rudin rejoignent tout de même une « réalité » historiographique incontestable. Ainsi, il se trouve des auteurs qui, à l'instar de Jocelyn Létourneau, ne discréditent pas la sociologie de la connaissance proposée par Rudin, admettant que les historiens ont effectivement bien du mal à reconnaître la part de présent qu'ils projettent dans le passé alors qu'une telle reconnaissance n'enlèverait rien à la démarche scientifique dont ils se réclament²⁷. Les technocrates et les historiens, précise Létourneau, partagent une certaine vision du monde à laquelle fait référence Rudin, et ont de fait imposé une interprétation du passé conforme à leurs aspirations, et grâce à laquelle on passe sous silence les différences qui, il y a quelques décennies encore, permettaient de soutenir que le Québec avait connu un développement historique particulier qui détonnait dans le paysage américain.

Si le débat sur le « révisionnisme » semble lointain aujourd'hui, dix ans après la sortie du livre *Making History*²⁸, on doit par ailleurs admettre qu'il est maintenant une référence incontournable pour quiconque souhaite étudier l'évolution de la discipline historique. Or on remarque que ce sont les sociologues, plus que les historiens, qui en font mention, comme s'il leur revenait exclusivement de discuter de cette question alors que les historiens s'attablent à faire de l'histoire. Sachant l'ampleur du désintérêt des historiens pour les idées de Rudin, on peut se demander quel aurait été l'impact de ses idées si le *Bulletin* ne leur avait pas donné une visibilité certaine.

L'IMPACT DU BHP

On peut maintenant se demander ce que ces discussions sur le « révisionnisme » en histoire ont apporté au fil des ans. Plus généralement, on peut aussi questionner l'impact de l'arrivée d'une tribune destinée aux lecteurs désireux de partager leurs analyses sur la manière de faire de l'histoire au Québec. Il est évident que, depuis 15 ans, la pratique historique universitaire a changé. De nouveaux visages sont apparus, d'autres se sont retirés, une jeunesse aux portes de l'institution universitaire qui, entrant enfin, n'envisage plus la « profession » de la même manière, et entend bien s'y intéresser²⁹, tout cela ne peut pas être sans conséquence sur l'histoire qui se fait. Dans ces conditions, ils sont quelques-uns à croire qu'un repositionnement historiographique s'est opéré, un repositionnement dont on mesure encore à peine l'ampleur mais dont on est certain qu'il s'est réalisé³⁰. À ce compte, on peut minimalement espérer que les historiens ont compris qu'ils avaient négligé

de s'intéresser à la manière de faire de l'histoire, trop préoccupés qu'ils étaient par leurs travaux respectifs et assez peu enclins à verser dans une philosophie de l'histoire.

Cela dit, il faut demeurer réaliste. Cette prise de conscience ne s'est pas traduite par un revirement majeur dans la manière de faire de l'histoire. L'histoire politique, par exemple, n'est pas en meilleure posture aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1992 ; son avenir à l'université est toujours aussi incertain qu'il ne l'était alors. Aussi, les appels répétés de certains bonzes comme Gérard Bouchard en faveur d'une réécriture d'une histoire nationale n'ont pas connu de suite, et l'enseignement de l'histoire au secondaire est toujours sous l'emprise des sciences de l'éducation³¹. Enfin, l'histoire sociale n'est pas morte. Comme en France, elle s'est plutôt adaptée au changement en récupérant certains habits de ses « concurrents » les plus sérieux. Du côté du *Bulletin*, on ne doit pas s'étonner, au mieux peut-on être flatté, que la *RHAF* ait, le temps de deux numéros, instauré une section « Débat »³² en plus de questionner la pertinence du genre biographique³³ et d'ouvrir ses pages à quelques études de nature politique³⁴. Mais on est bien loin de parler de révolution, la tendance s'étant limitée à ces quelques cas.

Cela ne signifie pas que les discussions historiographiques diffusées dans le *BHP* auront été vaines. Plusieurs chercheurs, on l'a dit, ont probablement réalisé qu'ils avaient poussé un peu loin le balancier de l'indifférence quant à la fonction sociale de l'historien et qu'effectivement une certaine prise de parole s'avérait souhaitable et nécessaire. Et c'est là, à mon avis, l'apport le plus significatif associé à l'existence du *BHP*. Ses collaborateurs ont rappelé aux historiens l'importance de réfléchir aussi en fonction des besoins de leur société. Le *Bulletin* comble ainsi un vide notable au sein de cette « profession » caractérisée par ses champs de spécialisation hypertrophiés en rappelant, entre autres grâce à ses débats historiographiques, que l'historien n'est pas un être asocial détaché de son espace-temps. Le *BHP* a fait sien le défi de se rapprocher des lecteurs de son époque et de leurs préoccupations sans délaisser les lecteurs savants. Ainsi, loin de rejeter le modèle scientifique, il n'exclut toutefois pas une certaine responsabilité de l'historien envers sa communauté. Et les débats soulevés dans ses pages, s'ils ont parfois mis en relief le silence de l'historien (le cas des Orphelins de Duplessis est à ce titre patent), devraient servir d'enseignement. Jusqu'à l'arrivée du *BHP*, les historiens haussaient simplement les épaules en signe d'indifférence lorsque l'histoire était récupérée à outrance dans la sphère publique et politique. Comme si cela allait de soi. Le *BHP* s'est levé contre cette attitude satisfaite de l'universitaire. Si l'histoire politique n'est pas devenue ce courant fédérateur inespéré au cours des quinze dernières années, ses ambassadeurs se trouvent

par ailleurs les seuls à franchir volontairement les limites de l'université pour contrer directement un certain charlatanisme trop répandu qui ne satisfait et ne sert d'aucune manière la connaissance historique. Qui, en histoire, veut vraiment laisser aux Normand Lester et Gilles Proulx de ce monde le soin de faire l'histoire politique du Québec ?

CONCLUSION

La naissance d'une revue comme le *Bulletin d'histoire politique* s'inscrit dans une conjoncture propice aux remises en question d'un modèle historiographique qui tire ses origines des années 1970 et que l'on a baptisé, selon le terme d'emprunt français adopté au Québec au début de la décennie suivante, la « nouvelle histoire ». Identifiée comme le courant dominant en histoire académique, la « nouvelle histoire », tant française que québécoise, lève le nez sur toute approche s'éloignant du social. Qui plus est, ses praticiens, convaincus de la validité de leur approche, demeurent peu tentés par le dialogue avec des chercheurs préférant d'autres horizons lorsqu'il est question de la manière de faire de l'histoire au Québec³⁵.

C'est dans cette conjoncture qu'est né le *BHP*. Insatisfaits de cet état mais encouragés par les « succès » français de certains critiques de la « nouvelle histoire » des *Annales*³⁶, des chercheurs québécois désirent développer une « nouvelle histoire politique » en encourageant le dialogue entre praticiens des sciences sociales. Dès le départ, les éditeurs du *BHP* entendent lancer le débat en questionnant la pertinence de l'histoire politique et en insistant sur la place qu'elle occupe alors dans l'académie, une place marginale comme on l'a vu. Le *Bulletin* a rapidement invité ses lecteurs à donner une voix à l'histoire politique par l'entremise de sa section « Débat ». Essentielle dans l'esprit du comité de rédaction du *BHP*, cette vitrine est devenue, avec le temps, un lieu d'expression permettant, entre autres, de discuter de l'évolution de la discipline historique.

Le questionnement soulevé par Rudin est à cet égard représentatif d'une tentative réussie de la part de l'équipe du *Bulletin* de mousser des questions historiographiques jusque-là tues ou évitées ailleurs. Comme d'autres débats, dont il a été impossible de rendre compte dans cet article, les thèses de Rudin ont donné l'occasion à plusieurs chercheurs de discuter de la manière de faire de l'histoire au Québec, toujours dans l'optique de mieux comprendre les tenants et aboutissants de l'histoire savante. Et la contribution du *BHP* à ce chapitre n'est pas négligeable. On peut enfin se demander ce qu'il en est aujourd'hui du débat sur le « révisionnisme ». Rudin a toujours souhaité que

la discussion se poursuive. En 2000, j'écrivais ici que le sujet allait probablement connaître une suite intéressante. J'étais bien optimiste pour son avenir dans les pages du *Bulletin*³⁷, mais il s'est effectivement poursuivi, ailleurs, comme bien d'autres débats abordés en ces pages réservées aux lecteurs attentifs au développement de la pratique de l'histoire au Québec³⁸.

C'est ainsi qu'au fil des années, le *BHP* s'est constamment défini et distingué en préférant aux consensus mous la critique, le refus de l'évidence, le besoin d'échanger entre confrères d'horizons divers, toutes sortes de perspectives partiellement ou totalement proscrites ailleurs dans le monde de l'histoire savante québécoise, avant tout scientifique et peu portée par le débat. La venue du *BHP*, et c'est un truisme de l'écrire à la suite de ce qui précède, a bel et bien coloré la dynamique historiographique québécoise durant les quinze dernières années.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pierre Trépanier, « Faire de l'histoire à la manière de Ronald Rudin », dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, p. 106-107.

2. Il n'est pas rare que les anniversaires soient d'excellentes occasions de rappeler le parcours d'une revue. À titre comparatif, Paul-André Linteau, Fernand Harvey (25^e anniversaire), Jean-Paul Coupal (35^e anniversaire) et Gérard Bouchard (50^e anniversaire) se sont déjà livrés à ce genre d'exercice pour la *Revue d'histoire de l'Amérique française*.

3. Il serait fastidieux de donner toutes les références. Mentionnons simplement quelques titres de périodiques qui ont fait mention d'un possible « révisionnisme » en histoire : *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *Recherches sociographiques*, *Globe*, *Revue internationale d'études québécoises*, *Canadian Historical Review*. Il y a aussi une panoplie d'ouvrages d'histoire qui, lorsque cela s'y prête, y font référence. Voir, entre autres, les travaux de Jacques Beauchemin, Joseph Yvon Thériault, Gérard Bouchard, Serge Gagnon, Michel Bock, Stéphane Kelly, Jean-Philippe Warren, Éric Bédard et Julien Goyette.

4. Une information confirmée dans un article de Micheline Dumont publié en 1997 dans le *BHP* alors que, selon l'auteure, la *RHAF* doit être consacrée vitrine de la production historique savante de la fin du xx^e siècle. Dumont écrit : « La nouvelle conjoncture interne, après 1970 (nouveau membership : les nombreux professeurs et diplômés des universités, et nouvelle constitution) modifie le fonctionnement de l'*RHAF* qui évolue vers une gestion plus collégiale et plus démocratique. Les membres du Bureau de direction sont élus, et celui-ci se transforme bientôt en Exécutif de quatre personnes. À partir de 1970, on met sur pied un comité de rédaction pour la revue, et les responsabilités de la direction de la revue sont modifiées à plusieurs reprises par la suite. Enfin, on adopte la formule des comités, "Comité de

la recherche et des affaires professionnelles”, “Comité des archives”, “Comité du congrès”, “Comité de candidatures”, “Comité des Prix”, et de nombreux comités *ad hoc*, pour voir à l’exécution de nombreuses tâches. Jusqu’en 1985, les nouveaux membres doivent être agréés par l’Exécutif : on vérifie ainsi peut-être le capital universitaire des nouveaux venus [dans la note 23 du texte, l’auteure soutient que les procès verbaux attestent de cette pratique entre 1972 et 1985]. » Voir « À l’occasion de son 50e anniversaire (1947-1997). Histoire et société : quel a été le rôle de l’Institut d’histoire de l’Amérique française », dans *Bulletin d’histoire politique*, vol. 6, n° 2, p. 95.

5. Une tendance que j’ai pu observer empiriquement dans le deuxième chapitre de mon mémoire de maîtrise en histoire déposé à l’UQAM en 2003 sous le titre de *L’historiographie moderniste québécoise (1982-2002). Une production révisionniste ?*

6. Pour emprunter l’expression d’Éric Bédard (« Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde : la *magnum* opus de l’historiographie moderniste », dans *Bulletin d’histoire politique*, vol. 9, n° 2, p. 160) : « Les historiographes de demain qui se pencheront sur les années quatre-vingt-dix découvriront une période de grande turbulence. Après deux décennies de dévouement à une science historique n’en ayant que pour l’empirisme *sérialisable*, des voix se sont élevées contre un paradigme hégémonique qui aurait “sacrifié le sens à la simple description”. » (Bédard cite ici Jean-Marie Fecteau, « Entre la quête de la nation et les découvertes de la science. L’historiographie québécoise vue par Ronald Rudin », dans *Canadian Historical Review*, vol. 80, n° 3, p. 459.) Or il ne faudrait toutefois pas exagérer et parler de crise comme c’est le cas, à la même époque, en France. Voir Gérard Noiriel, *Sur la “crise” de l’histoire*, Paris, Belin, 1996.

7. François Dosse, « Les transformations récentes de l’histoire contemporaine en France », dans *Bulletin d’histoire politique*, vol. 2, n° 4, p. 30.

8. *Ibid.*

9. Jean-Marie Fecteau, « Éditorial : Notre histoire politique », dans *Bulletin d’histoire politique*, vol. 7, n° 1, p. 6.

10. Serge Gagnon, « À propos de Ronald Rubin », dans *Bulletin d’histoire politique*, vol. 7, n° 1, p. 146.

11. Pour un court laps de temps, la RHAF aura, à la fin de la décennie 1990, l’ambition de se pourvoir d’une section « Débat », un projet rapidement abandonné. Pour plus de précisions, consulter la note 35.

12. Robert Comeau, « Éditorial », dans *Bulletin d’histoire politique*, vol. 2, n° 1, p. 3.

13. Robert Comeau et Gordon Lefebvre, « Éditorial : Mémoire et histoire » dans *Bulletin d’histoire politique*, vol. 5, n° 3, p. 17.

14. Robert Comeau, « Éditorial. Où sont donc les historiens québécois ? », dans *Bulletin d’histoire politique*, vol. 2, n° 4, p. 3.

15. Patrice Régimbald, « Recension de Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, Toronto University Press, 1997, 294 p. », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, n° 3, p. 155.
16. Le texte de l'annonce se lisait comme suit : « L'Association québécoise d'histoire politique est heureuse d'annoncer la tenue d'un débat ouvert à tous les professeurs, chargés de cours et étudiants intéressés par l'histoire du Québec. Le sujet : peut-on parler d'une nouvelle interprétation de l'histoire du Québec qualifiée de "révisionniste" par l'historien Ronald Rudin (*Canadian Historical Review*, mars 1992 et *Bulletin d'histoire politique*, hiver 1995) ». « Communiqué, Table ronde sur les réinterprétations de l'histoire du Québec », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, p. 208.
17. Cet article est une traduction de « Revisionism and the Search for a Normal Society : A Critique of Recent Quebec Historical Writing » dans *Canadian Historical Review Canadian Historical Review*, University of Toronto Press, LXXIII, n° 1, 1992, p. 30-61. La traduction réalisée par Michel Sarra-Bournet est publiée sous le titre de « La quête d'une société normale : critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, p. 9-42.
18. Textuellement : « Le prochain numéro paraîtra en décembre et portera en grande partie sur le débat historiographique concernant les réinterprétations de l'histoire du Québec », Michel Sarra-Bournet, « Éditorial. Une quatrième année », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 1, p. 4.
19. Jean-Marie Fecteau, *op. cit.*, p. 8.
20. Du moins, le professeur Yves Gingras l'a reconnu : « ...mon ami Robert Comeau, qui a beaucoup fait pour diffuser les thèses de Rudin, a cru que cet essai pourrait également intéresser les lecteurs du *Bulletin* ». « La fabrication de l'histoire », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, n° 2-3, p. 329.
21. Ronald Rudin, *loc. cit.*, p. 17-18.
22. Jocelyn Létourneau, « Des récits d'histoire », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 3, p. 73.
23. Yves Gingras, « Une sociologie spontanée de la connaissance historique », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, p. 40.
24. *Ibid.*, p. 41.
25. Serge Gagnon, *op. cit.*, p. 134.
26. *Ibid.*, p. 140.
27. Jocelyn Létourneau, *op. cit.*, p. 69.
28. Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-century Quebec*, Toronto, Presses de l'Université de Toronto, 1997. L'ouvrage a été traduit en français par Pierre R. Desrosiers sous le titre de *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery, Septentrion, 1998.
29. Il faut à ce sujet lire la présentation et la postface de *Parole d'historiens* (PUM-Corpus, 2006) respectivement écrites par Éric Bédard et Julien Goyette.

30. Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 222 p.
31. Ainsi que l'a bien démontré Julien Prud'homme dans « Réformer l'enseignement et réformer les maîtres. La transformation des programmes d'histoire nationale et ses acteurs au Québec, 1963-2006 », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 2, p. 185-216.
32. Deux débats ont été animés par le comité de rédaction de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* à la fin du siècle dernier, dont l'un portait sur les travaux du professeur Rudin et l'autre sur deux manuels d'histoire. Respectivement, on lira les échanges entre le duo Fernand Harvey/Paul-André Linteau et Ronald Rudin dans deux textes : « Les étranges lunettes de Ronald Rudin », vol. 51, n° 3, p. 419-424 ; « Les lunettes différentes », vol. 51, n° 3, p. 425-430. Sur les manuels d'histoire, on lira le dossier intitulé « À propos de deux manuels récents d'histoire du Canada », vol. 51, n° 4, p. 549-578.
33. Pour la pertinence du genre biographique, on consultera le n° 1 du volume 54 (été 2000) de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*.
34. Trois articles publiés dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* me viennent à l'esprit : Réal Bélanger, « Pour un retour à l'histoire politique », vol. 51, n° 2, 1997, p. 223-242 ; Paul-André Linteau, « Le personnel politique de Montréal, 1880-1914 : évolution d'une élite municipale », vol. 52, n° 2, 1998, p. 189-216 ; Marcel Bellavance, « La rébellion de 1837 et les modèles théoriques de l'émergence de la nation et du nationalisme », vol. 53, n° 2, 2000, p. 367-400.
35. Comme l'a bien rappelé Gérard Bouchard lors du 50^e anniversaire de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (1997). Gérard Bouchard, « L'histoire sociale au Québec. Réflexion sur quelques paradoxes », dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, p. 243-270.
36. Qu'on pense entre autres aux ouvrages de François Dosse ou encore de Hervé Couteau-Bégarie publiés dans les années 1980. François Dosse, *L'histoire en miettes : Des "Annales" à la "Nouvelle histoire"*, Paris, Éditions La Découverte, 1987, 268 p. Hervé Couteau-Bégarie, *Le phénomène nouvelle histoire. Grandeur et décadence de l'école de Annales*, Paris, Économica, 1989 (éd. or, 1983), 409 p.
37. À l'exception notable de l'article de Thierry Nootens publié à la suite de la sortie du collectif « Les idées mènent le Québec ? Sur une nouvelle "sensibilité historique" et ses apories », avec la collaboration de Jean-Marie Fecteau, dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, n° 1, p. 161-169.
38. Plusieurs débats ont été récupérés et parfois relancés avec fougue par l'équipe éditoriale du *Bulletin*. Qu'on pense alors à l'enseignement de l'histoire au secondaire qui périodiquement revient dans ses pages. Il y a plus de dix ans, à l'aube des États généraux sur l'éducation, Robert Comeau écrivait à quel point il fallait « en finir avec l'amnésie dans les polyvalentes et les collèges. Il faut que l'enseignement de l'histoire devienne une matière fondamentale dans le programme des élèves et des

étudiants ». Lire « Éditorial : Pour le rétablissement de l'enseignement de l'histoire ! », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, p. 4. Depuis près d'un an, le sujet refait la manchette avec l'annonce d'un nouveau programme d'histoire au deuxième cycle du secondaire. Encore une fois, le *Bulletin* y est allé de plusieurs interventions dans le dossier, entre autres dans son numéro intitulé « Débat sur le programme d'enseignement de l'histoire au Québec », vol. 15, n° 2. On peut en dire autant du débat portant sur la nation québécoise ou encore sur la relation de l'historien avec les mémoires, avec la mémoire canadienne-française en particulier, des sujets très préoccupants et dont le *Bulletin* s'est fait l'écho en offrant à ses lecteurs des analyses rigoureuses et sensées.